

## Présentation des membres du gouvernement

### Alexis Boutamba Mbina, le retour d'un vieux baroudeur

Par Christian KOUIGA  
Libreville/Gabon

LA soixantaine révolue, réservé, et considéré comme un fin stratège politique, Alexis Boutamba Mbina, natif de la province de la Nyanga (sud-ouest du Gabon), refait surface dans le gouvernement plus d'un an après être sorti, alors qu'il occupait les fonctions de Garde des Sceaux. Cette fois, il est chargé du Suivi des Réformes économiques et de la Planification du développement. Et/ou de "l'Évaluation des politiques publiques et du Contrôle d'Etat". Pour d'aucuns, c'est la rançon d'une fidélité. Mais aussi et sur-

tout, la résultante d'une confiance renouvelée par les plus hautes autorités du pays, au premier chef le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Travailleur acharné, il est reconnu, même par ses contempteurs, comme un des gardiens du temple PDG dans la province de la Nyanga. Donc un maillon primordial qui contribue, à sa manière, à faire tourner, à l'allure d'une toupie, la machine au pouvoir dans cette région du pays, jugée pour le moins frondeuse. Réélu député du 2e siège du département de Mougoutsi dès le premier tour des législatives du 6 octobre dernier, ce fédérateur et grand manager politique devant l'Éternel, est de nouveau face à un autre



Alexis Boutamba Mbina.

défi. Celui de donner un nouveau contenu aux nouvelles missions à lui confiées. Si tant est que la "planification du développement", par essence, repose, au plan fonctionnel, sur une combinaison des segments spécifiques : formulation d'objectifs de développement, éclaircissement des valeurs, identifications, analyse des stratégies possibles, etc. Autant des défis à relever par cet inspecteur général des Finances. L'évaluation des politiques publiques, autre mission assignée, en tant que nouvel outil d'aide à la décision publique - apparue aux États-Unis dans les années 1960 avant de se développer au Royaume-Uni, puis dans les pays scandinaves et les autres

démocraties occidentales vingt ans plus tard, à l'initiative de la Commission européenne - étant considérée comme une "exigence réglementaire systématique dans le cadre des financements alloués". Fortement liée à la rationalisation de l'action publique, l'évaluation, parallèlement à la planification, vise, ainsi, à déterminer dans quelle mesure une politique publique a atteint les objectifs qui lui sont assignés. Et si celle-ci a produit les impacts escomptés auprès des publics concernés. Marié et père de famille, celui qui renaît de ses...cendres, tel un phénix, est un habitué des arcanes du gouvernement qu'il connaît parfaitement.

### Franck Nguema : du management au gouvernement

I. I  
Libreville/Gabon

PLUS connu des Gabonais sous sa casquette de patron de presse, notamment co fondateur et président-directeur général (P-DG), depuis une vingtaine d'années, d'un groupe de médias privés locaux (TV+, Mediaffiche, Radio Nostalgie Gabon, Regie Africa Networks, etc), Franck Nguema, 50 ans, est l'une des révélations, sinon la surprise du gouvernement Julien Nkoghe Bekale formé ce 12 janvier 2019. Élu député indépendant dans la circonscription du deuxième arrondissement de la commune d'Akanda, face à un adversaire du parti au pouvoir, le Parti démocratique gabonais



Franck Nguema

(PDG), lors des dernières législatives, le neveu de l'opposant André Mba Obame fait désormais partie des 38 membres du nouveau gouvernement gabonais. En qualité de ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des Forêts et de l'Environnement, chargé du Plan Climat. Qu'importe que cette nomination ait pu créer un bad buzz sur les réseaux sociaux ! Si pour nombre d'observateurs ayant côtoyé, loin des considérations politiciennes, ce diplômé de l'Ecole supérieure de commerce option marketing à Bordeaux, cette entrée au gouvernement consacre un parcours des plus admirables. Celui qui entama sa carrière professionnelle comme cadre commercial au sein du groupe français

Matra Hachette (actuel Lagardère), à Toulouse, a toujours travaillé dans le secteur privé en France et Gabon sans discontinuer depuis 27 ans, et ce jusqu'à sa nomination au gouvernement. Beaucoup, même parmi ses farouches adversaires, lui reconnaissent des qualités de manager hors pair. Un trait de caractère que le fils de feu Julien Nguema Obame, ancien haut fonctionnaire, et de Angèle Ondo, ancien ministre et actuellement enseignante à l'Universitaire Omar Bongo (UOB) de Libreville devra, à coup sûr, mettre au service d'un département ministériel aujourd'hui perçu comme un des piliers de la politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Ce ministre délégué issu de la société civile devra donc,

sous la direction de son ministre titulaire, mettre en branle ce dynamisme acquis dans le secteur privé pour faire avancer ce "Gabon vert" si cher au président de la République. Marié et père de famille, Franck Nguéma aime le football, le tennis, le golf, le kick-boxing, le jeu d'échecs et la philosophie. De député à ministre, en moins de deux mois sa carrière a connu une fulgurante ascension. Qu'est-ce que le destin peut parfois réserver des surprises ! En même temps, la question que tout le monde se pose est celle de savoir que va devenir sa chaîne de télévision (TV+) dont la ligne éditoriale est depuis quelques années très critique à l'endroit du pouvoir en place.

## Au lendemain de la mise en place du bureau de l'Assemblée nationale

### Le FPG propose de revoir tous les textes "caducs"

SM  
Libreville/Gabon

SELON le président du Front patriotique républicain (FPG), Gérard Ella Nguema, la 13e législature de l'Assemblée nationale devrait se pencher en priorité, sur la révision des textes de la Constitution, devenus "caducs au fil du temps". Il en a fait la proposition, récemment, lors du point- presse qu'il a tenu au siège de son parti, sis au quartier Sotega, dans le 2e arrondissement de la commune de Libreville. Bien que n'ayant aucun élu au palais Léon-Mba, le parti se réclamant de l'opposition estime, en sa qualité d'acteur politique, qu'au regard des événements vécus ces derniers temps, lesquels ont permis de révéler plusieurs vides



Le président du FPG, Gérard Ella Nguema (micro), lors de son propos.

juridiques dans la Loi fondamentale gabonaise, il serait temps de penser au "vide grenier législatif". C'est-à-dire, "compléter ou retirer certains des textes frappés de caducité". Ce d'autant que, dès la session de mars prochain, le Parlement retrouvera ses deux chambres.

Ainsi, Ella Nguema et les siens ouvrent simplement le débat afin que les membres du Parlement s'en saisissent. Étant entendu que, selon eux, la question revêt un caractère urgent. «Nous avons vécu une expérience inédite, le 30 avril dernier, avec la dissolution de l'Assemblée nationale par la Cour constitutionnelle, laquelle avait dû, sur le coup, modifier certaines dispositions sous prétexte qu'il existait des vides juridiques. Ce fut encore le cas dernièrement avec l'article 13 de la Constitution», a rappelé l'ancien candidat à la présidentielle 2016.



La presse était présente.

Aussi, propose-t-il qu'il soit redéfini le rôle des deux chambres de sorte que "l'une puisse être acteur et l'autre, contrôleur". Ce qui, pour le FPG, donnerait un sens véritable au bicaméralisme du Parlement gabonais. Car, explique le président de ce parti, «hor-

mis les prérogatives liées à la révision de la Constitution par voie parlementaire et des compétences prévues aux alinéas premiers des articles 63 et 64 de la Loi fondamentale, relative à la question de la confiance et de la motion de censure, exclusives aux députés, les deux Chambres jouent le même rôle». À savoir, voter la loi, consentir l'impôt, contrôler l'action du gouvernement et évaluer les politiques. Il faut cependant, rappeler que la question de la redéfinition du rôle des deux Chambres du Parlement gabonais avait déjà été soulevée par le président du Front patriotique républicain (FPG), au cours de ses précédentes sorties. Notamment entre 2017 et 2018, alors que le mandat des députés de la 12e législature avait, à deux reprises, été prolongé.